

acquérir une meilleure connaissance scientifique de ces changements et des mesures susceptibles d'être prises pour y parer, enfin, pour collaborer avec les autres pays dans tous ces domaines.

Dans un premier temps, le Canada s'est fixé pour objectif national de stabiliser aux niveaux de 1990, d'ici l'an 2000, les émissions nettes de gaz à effet de serre non visées par le Protocole de Montréal. Les gouvernements canadiens ont conjugué leurs efforts à ceux des principaux groupes et de particuliers afin de définir et mettre en oeuvre des mesures permettant d'atteindre cet objectif. Ces mesures reposeront sur les principes et considérations énoncés dans la Stratégie pour une action nationale concernant le réchauffement de la planète, que le Canada a adoptée, et sur des stratégies similaires élaborées par des gouvernements provinciaux.

Le Canada a récemment rendu publique, à des fins de discussion, une ébauche de son premier Rapport national sur les changements climatiques. Ce document fournit, en quelque sorte, un instantané des mesures prises actuellement par les gouvernements, des ONG, des collectivités et le secteur privé canadiens. Ce rapport contribuera à susciter une compréhension commune des progrès accomplis et servira de fondement solide au débat à mener sur les mesures qu'il conviendra de prendre pour honorer nos engagements nationaux et nos obligations internationales en la matière.

(c) L'aide, le commerce et la dette

La CNUED a clairement souligné qu'il importe d'agir à propos des questions liées à la pauvreté et à la dette dans le monde en développement afin d'aider les pays démunis, et toute la planète d'ailleurs, à prendre le virage du développement durable. On trouvera à la Partie II, Section I (Coopération internationale) et Section III (Ressources et mécanismes financiers) un exposé de l'action et des priorités du Canada à propos de ces questions.

(d) Le système des Nations Unies

Depuis la tenue de la CNUED, le Canada joue un rôle actif au sein de plusieurs organismes des Nations Unies afin de trouver des solutions plus efficaces à la problématique du développement durable. Figurent parmi ces organismes la CDD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains. Assurant la vice-présidence du bureau de la CDD, le Canada prend part aux travaux en cours de la Commission et il se propose de participer aux groupes de travail sur la technologie et sur les finances qui siégeront entre les séances de la Commission.

Le Canada a soutenu vigoureusement la participation d'ONG au processus de la CNUED et il continue de les encourager à contribuer aux travaux de la CDD, pendant et entre les séances de la Commission.